



Résolutions adoptées par le Conseil du Parti ELDR

**Rome, Italie
12 mars 2010**

Le Service d'Action Extérieure de l'UE

Le Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, réuni à Rome, Italie le 12 mars 2010:

Considérant que:

- Le Traité de Lisbonne a pour objectif de renforcer le rôle de l'UE dans les affaires du monde entre autre grâce à la création des fonctions de Président du Conseil européen et de Haut Représentant de l'Union pour la politique étrangère/Vice-président de la Commission européenne;
- Les catastrophes naturelles qui ont touché Haïti et le Chili ont démontré la nécessité d'une action rapide et efficace de l'UE;
- Les développements en Afghanistan, en Iran et au Moyen-Orient nécessitent également une réponse vive et courageuse de l'UE.

Le Parti ELDR demande:

- Que le Haut Représentant présente rapidement une proposition globale et ambitieuse pour l'établissement du Service d'Action Extérieure (SEAE), dans le respect intégral des dispositions du Traité, en particulier de son article 27¹;
- A l'Union européenne ainsi qu'aux états membres de mettre de côté leurs intérêts personnels et leurs préjugés pour saisir cette opportunité unique d'élaborer un instrument diplomatique efficace;
- Aux gouvernements et parlements des états membres de considérer le SEAE comme complémentaire aux services diplomatiques nationaux, et de tirer le meilleur parti de ses avantages.

¹ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2008:115:0013:0045:FR:PDF>

La situation à Cuba

Le Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, réuni à Rome, Italie le 12 mars 2010:

Considérant:

- Les déclarations sur Cuba déjà effectuées par le Parti ELDR et l'UE ;
- La déclaration conjointe de l'UE et des Etats-Unis appelant le gouvernement cubain à remplir ses obligations en matière de droits de l'homme;
- La réaction du gouvernement cubain, d'une manière générale, aux demandes des prisonniers politiques, et, en particulier, à la mort d'Orlando Zapata;

Le Parti ELDR:

- Soutient les aspirations démocratiques du peuple cubain et regrette profondément que le gouvernement cubain ne soit pas ouvert aux demandes justifiées de ses citoyens, en particulier de la jeune génération, qui ont vu trop longtemps leur espoir de développement économique et social étouffé;
- Condamne la censure des médias exercée par les autorités;
- Demande la libération immédiate de tous ceux qui sont détenus pour avoir pacifiquement exercé leur droit à la libre expression, d'association, de rassemblement ou à cause de leurs orientations politiques;

Appelle tous les membres du Parti ELDR à promouvoir des initiatives au niveau national et européen afin d'augmenter la pression internationale sur le régime dictatorial de Cuba.

La situation en Iran

Le Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, réuni à Rome, Italie le 12 mars 2010:

Considérant:

- Les déclarations précédentes sur l'Iran du Parti ELDR et de l'UE ;
- La répression du peuple iranien par son gouvernement;
- Le report continu par les iraniens du délai pour répondre aux demandes internationales concernant leurs activités nucléaires ;

Le Parti ELDR:

- Condamne fermement la censure des medias et le recours à la violence par les autorités contre les manifestants qui cherchent à exercer leur liberté d'expression et à se rassembler pacifiquement ;
- Demande la libération immédiate de tous les personnes détenues pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression;
- Demande aux autorités de mener une enquête et de poursuivre en justice les fonctionnaires gouvernementaux et les membres des forces de sécurité responsables d'avoir tué, maltraité et torturé des dissidents ou les membres de leurs familles, des manifestants et des prisonniers;
- Regrette que le gouvernement iranien ait à nouveau rejeté les tentatives de compromis sur la question nucléaire;
- Demande au Haut Représentant de l'UE pour les relations extérieures d'initialiser un débat sérieux au niveau de l'UE afin de déterminer la future ligne de conduite, incluant la possibilité d'introduire de nouvelles sanctions ciblées qui ne portent pas préjudice à la population iranienne.

Elections régionales en Russie

Le Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, réuni à Rome, Italie le 12 mars 2010:

Considérant:

- La résolution du Parti ELDR "Elections russes" adoptée en novembre 2009²;
- les élections régionales qui auront lieu ce dimanche (14 mars 2010) et le fait que le parti membre de l'ELDR, Yabloko n'est pas autorisé à se présenter aux élections dans les régions de Sverdlovsk et de Kaluga;
- que malgré les déclarations du Président Medvedev sur l'accès à la participation aux élections, le parti Yabloko continue à être discriminé.

Appelle les autorités russes à:

- prendre des mesures correctives urgentes pour garantir des élections libres et équitables et un contrôle public maximal du scrutin;
- Observer les obligations de la Russie à garantir des standards démocratiques de part son appartenance à l'OSCE et au Conseil de l'Europe.

Soulevé :

- Cette question avec les groupes ADLE au Conseil de l'Europe et au Parlement européen.

² <http://www.eldr.eu/fr/resolutions/2009/11/elections-russes>

Elections régionales en Italie

Le Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, réuni à Rome, Italie le 12 mars 2010:

Alors que:

- L'Italie procède à l'élection de 13 conseils régionaux les 27-28 mars 2010;
- Des lois nationales et régionales prévoient que 180 jours avant le scrutin, la collecte des signatures nécessaires à la présentation de listes doit débiter sur les formulaires approuvés par le Ministère de l'Intérieur ou par les régions, à six reprises ces dispositions n'ont manifestement pas été respectées;
- La loi 43/1995 qui régit le scrutin a été violée sur cinq questions;
- Six lois électorales régionales ont été modifiées au cours des 12 derniers mois;
- Certaines listes de candidature ont bénéficié d'un traitement de faveur, notamment celles du parti au pouvoir.

Considérant:

- Que les Radicali Italiani ont publiquement alerté les institutions compétentes;
- Qu'à partir du 11 mars 2010, le service de diffusion publique RAI, en violation des dispositions adoptées par la Commission parlementaire de supervision de la télévision publique, a supprimé la campagne électorale de ses programmes.

Appelle-les:

- Membres de l'ELDR à soutenir toutes les initiatives visant à présenter le "Cas de l'Italie" devant les instances internationales compétentes afin de dénoncer les violations systématiques des droits civils et politiques des citoyens italiens.

Politiques italiennes d'immigration

Le Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, réuni à Rome, Italie le 12 mars 2010:

Considérant que:

- Le 11 mars, lors de sa visite officielle en Italie le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Navy Pillay, a dénoncé les politiques d'immigration menées par le gouvernement italien, visant à criminaliser le statut des immigrants illégaux et à forcer les immigrants à retourner en Libye en violation du droit international;
- Le même jour, le Ministre de l'Intérieur Roberto Maroni a admis que le renouvellement des documents des immigrants légaux en Italie ne se fait pas dans les 20 jours légaux, mais plutôt dans les 101 jours en moyenne.

Appelle le gouvernement italien à:

- Respecter la loi internationale dans la gestion des immigrants arrivant en Italie, avec une attention particulière aux droits des demandeurs d'asile;
- Respecter les conditions pour le renouvellement des documents des immigrants légaux en Italie, comme instrument d'intégration dans le marché du travail.

Appelle les états membres de l'UE:

- A respecter les principes de la Convention des Nations Unies sur le statut des réfugiés;
- A entamer la mise en œuvre d'une stratégie commune en matière d'immigration.

Consolidation de l'Union pour la Méditerranée

Le Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, réuni à Rome, Italie le 12 mars 2010:

Considérant:

- La résolution de l'ELDR sur la Région de la Méditerranée adoptée le 20 novembre 2009³;

Considérant que:

- Seize ans après le lancement du Processus de Barcelone, l'objectif d'une zone de libre échange dans la région méditerranéenne est loin d'être atteint.

Note avec préoccupation que:

- Bien que les accords d'association entre l'UE et les pays de la Méditerranée aient apporté un soutien financier et technique pour évoluer vers le libre échange, cette évolution est trop lente;
- Depuis la création de l'Union pour la Méditerranée (UpM) en 2008, seules trois décisions ont été prises: l'élection d'un Secrétaire général, la création d'un secrétariat basé à Barcelone et l'adoption de statuts, et déplore qu'aucun programme d'action n'ait été convenu.

Appelle:

- Les membres du Parti ELDR, avant le Sommet de l'UpM le 7 juin, à soutenir l'initiative de l'UpM ayant pour objectif la résolution de conflits et le développement de relations économiques et sociales entre l'UE et les pays de la Méditerranée;
- La présidence bicéphale de l'UpM à mettre en application ces objectifs sans délais.

³ Résolution adoptée à Barcelone le 20 novembre 2009,
<http://www.eldr.eu/fr/resolutions/2009/11/la-region-de-la-mediterranee->

Libéralisation des visas pour le Kosovo

Le Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs, réuni à Rome, Italie le 12 mars 2010:

Considérant que :

- cinq états membres de l'UE hésitent encore à reconnaître la République du Kosovo ;
- la perspective européenne du Kosovo et des pays du sud-est de l'Europe constitue un facteur essentiel pour la paix, la stabilité et le progrès dans cette partie de l'Europe, comprenant l'intégration totale de toutes les communautés ethniques du Kosovo et la liberté de mouvement des personnes dans le sud-est de l'Europe et les états membres de l'UE.

Appelle:

- A la libéralisation des visas pour les autres pays du sud-est de l'Europe, y inclus le Kosovo, dès qu'ils rempliront tous les critères établis par l'Union européenne ;
- L'UE à faire du Kosovo une partie intégrante de ce processus dès que possible.